

LYON

Des policiers municipaux attaqués au mortier à l'hôtel de ville

Une vidéo publiée sur Twitter montre qu'un tir de mortier d'artifice a été lancé samedi, en marge de la manifestation anti-pass sanitaire, dans la cour de l'hôtel de ville de Lyon, gardé par des policiers du groupe opérationnel mobile.

La vidéo est courte mais l'explosion est forte. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, le syndicat FO Police municipale de Lyon, révèle que des agents auraient été attaqués alors qu'ils se trouvaient positionnés dans la cour de l'hôtel de ville. C'était samedi, les manifestants anti-pass sanitaires avaient quitté Bellecour pour rejoindre les Terreaux. La situation avait déjà commencé à se tendre entre les manifestants et les forces de l'ordre qui avaient dû faire usage de gaz lacrymogènes pour répondre aux projectiles re-

çus. En marge de la manifestation, vers 17 h 30, l'un d'eux, place de la Comédie



Alors que la situation avait déjà commencé à se tendre, les manifestants anti-pass sanitaires avaient quitté Bellecour pour rejoindre les Terreaux. Photo Progrès/Rayane AOUAR

aurait alors jeté un tir de mortier d'artifice par-dessus la grille de l'hôtel de ville de

Lyon en direction de quatre agents du groupe opérationnel mobile.

« Manque de moyens de "week-end" »

« Sang froid et profession-

nalisme face à un déchaînement de violences », note FO qui réclame des moyens « suffisants » les week-ends. Une problématique d'effectifs qui n'est pas nouvelle : la mairie de Lyon a en effet, créé plusieurs postes de policiers municipaux et annoncé des hausses de salaire pour rendre la ville attractive mais se heurte toujours à la difficulté du recrutement.

Des attaques par le passé contre les policiers

Ce n'est pas la première fois que les policiers de ce groupe qui intervient, par exemple, dans la sécurisation des quartiers sensibles, font les frais d'attaques directes. En mai dernier, dans le quartier de Perrache, des fonctionnaires avaient été blessés après avoir été volontairement percutés par un chauffard. *Le Progrès* avait également publié le témoignage de l'un d'entre eux, engagés à la Duchère, au moment de l'épisode de violences urbaines de mars.

LYON 7E

Point de deal : le menu affiché sur les murs, place Mazagran

Place Mazagran, un graffiti annonce le prix des stupéfiants vendus sur ce point de deal. Les vendeurs dont la « boutique » est ouverte entre midi et minuit, ne se cachent pas.

La place Mazagran fait beaucoup l'actualité ces derniers temps. Après la fresque Acab (acronyme pour « All cops are bastards ») et le bras de fer entre les antifascistes de Lyon, auteurs du tags, et la police municipale, c'est un autre tag qui fait cette fois parler de lui.

Dans un coin de la place, un mur fait office d'ardoise. Le menu y est affiché en grosses lettres noires : on peut y lire la liste de leur produits (cannabis). On y apprend que les dealers font de la livraison. Et que leur commerce est ouvert de midi à minuit.

Une pratique faite à la vue de tous dont *Le Progrès* avait déjà parlé. C'était en mai dernier, à Villeurbanne, des vendeurs avaient inscrit leurs tarifs, en gros caractères, sur la façade d'un petit immeuble, dans le quartier Croix-Lui-



Le mur fait office d'ardoise. Le menu y est affiché.

Photo Progrès/Twitter

zet. Un point de deal connu des autorités.

Bruits, saleté, rixes

A Lyon, une nouvelle fois, sur Twitter, les riverains de la place Mazagran déplorent la situation. « Une honte », disent-ils, réclamant l'intervention de la mairie du 7^e arrondissement.

Ce n'est pas la première fois que les pouvoirs publics sont interpellés au sujet de cet espace public. Régulièrement squattés, les habitants déplorent le bruit et les nuits sans sommeil, la saleté et la difficulté d'y emmener jouer ses enfants. Les dégradations, les rixes et le harcèlement quotidien.

LYON

Le procès du squat de la Croix-Rousse reporté au 1^{er} octobre

Le 23 juillet, le collectif de soutien, dont la Coordination urgence migrants (CUM), collectif présidé par Jean-Paul Vilain et qui représente les associations au procès, étaient convoqués au tribunal de Lyon. Motif : un recours déposé contre lui pour demander l'expulsion du squat « le Chemineur » ouvert depuis quelques semaines rue Denfert à Lyon 4^e pour accueillir des jeunes « non reconnus mineurs par la Métropole ou qui sont en train de faire recours de cette décision ». C'est là qu'un projet de construction de logements sociaux porté par ICF Habitat, propriétaire des murs, (société immobilière de la SNCF) doit voir le jour. Le bailleur prévoyait une démolition des lieux d'ici la rentrée 2021.

« Pas de risque d'expulsion d'ici là »

Le calendrier vient d'être repoussé. Les avocates Maître Frery et Maître Firmin qui défendent le dossier ont demandé et obtenu le report du procès du squat. Il se tiendra finalement le 1^{er} octobre 2021 à 9 heures. Un certain soulagement pour les jeunes et les bénévoles qui occupent le lieu depuis quelques mois mainte-



Les avocates qui défendent les collectifs de soutien ont demandé et obtenu le report du procès du squat.

Photo d'illustration Le JSL/Ketty BEYONDAS

nant. « Il n'y aura, si tout se passe bien, pas de risque d'expulsion d'ici là », explique Maître Frery. D'ici là, les bénévoles espèrent que les statuts évoluent et que les jeunes qui seront reconnus comme mineurs pourront être relogés et bénéficier des services de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

Un squat complet

Aujourd'hui, alors que la capacité d'accueil du squat atteint sa limite et que les boucles d'hébergement citoyens sont saturées, les soutiens des migrants alertent, face à l'arrivée de nouveaux jeunes réfugiés, sans ressources. Sur les réseaux sociaux, les collectifs, en colère, demandent l'ouverture d'un gymnase pour pallier le manque de structures d'accueil.

Léa AUJAL

ES6911 - V0